

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 587 28 OCTOBRE 2008

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

Le mardi 28 octobre est la fête de saint Simon et saint Jude, deux parmi les douze apôtres choisis par Jésus, qui avait passé la nuit en prière.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

EDITO

INTERNET POUR TOUS

Il y a pour notre malheur en France un secrétariat d'État au développement de l'économie numérique et le riche titulaire est M. Éric BESSON. Il vient de sortir de son chapeau pas moins de 154 mesures pour imposer à la France d'avoir « Internet pour tous ». Cela ne s'invente pas.

On se rappelle la triste aventure de l'informatique en France lorsqu'un Général s'est mêlé de vouloir s'en occuper pour la promouvoir, ce qui a conduit finalement à la destruction de cette informatique où les firmes Françaises étaient très en pointe.

Bien entendu, on prétend que le plan contenant les mesures est porteur d'emploi et de prospérité. Mais tout développement économique est porteur d'emploi et de prospérité dès lors qu'on ne le brime pas par des réglementations.

Le plan fait suite aux « assises du numérique » : gigantesque parlotte organisée de mai à juillet avec bien entendu les fêtes en accompagnement. L'objectif officiel est de placer la France parmi les plus grandes nations numériques à l'horizon 2012. Les gens précis verront vite le ridicule d'une telle phrase ; dans l'intervalle le plan aura ruiné les Français empêchant ceux qui en ont vraiment besoin d'utiliser internet.

On est prié d'applaudir la création d'une nouvelle catégorie de fonctionnaires qui sont dénommés « ambassadeurs du numérique », ceci pour inciter les PME et les personnes défavorisées à utiliser Internet. Il a également été créé des cyber classes dans les écoles primaires.

La sacro-sainte égalité est appelée évidemment en renfort. Le riche titulaire a déclaré : « entre un et 2 millions de Français n'ont toujours pas accès à Internet haut débit alors que c'est devenu aussi indispensable que l'eau et l'électricité ».

Ces gens n'ont pas encore compris que l'inégalité est justement créatrice de richesse.

Figurez-vous que l'horreur de ce plan se conjugue avec une autre horreur : l'on parle de droit opposable au numérique en indiquant que le Royaume-Uni envisage de s'en doter pour Internet. D'ailleurs il est envisagé au 1er janvier 2010 en France de créer un tel droit opposable à l'accès à Internet haut débit pour 35 € par mois comprenant le matériel de la connexion.

La veuve de Carpentras peut se réjouir : elle va pouvoir remplir son caddy avec internet.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LES CUMULS

Monsieur Gérard Larcher vient d'accéder à la richesse immense qu'offre la présidence du Sénat. La logique aurait voulu qu'il abandonnât sa mairie de Rambouillet, d'autant plus qu'il ne manque pas d'insister à chaque instant et lourdement sur l'importance de sa fonction actuelle. Bien évidemment il n'en est pas question.

En revanche les médias disent qu'il va abandonner la présidence de la fédération UMP des Yvelines ce qui ouvre une bataille rangée pour le partage de ce « butin » en déshérence.

C'est le même Larcher qui va organiser un audit du Sénat. Prudent, il prévoit que l'audit sera réalisé par des experts intérieurs à ce Sénat. On est toujours mieux servi par soi-même !

LE COMITE BALLADUR

Le pouvoir fait semblant de s'inquiéter de la pyramide des collectivités locales qui écrasent la France et dont l'empilage incroyable sidère toujours les étrangers. C'est pour sûr un nouveau coup d'épée dans l'eau, tant les innombrables élus sont avides de la richesse qu'ils en reçoivent.

Il a confié l'étude à un comité présidé par Balladur. Il est clair que ce dernier n'a aucune possibilité d'agir. Il bénéficie lui-même d'un grand nombre de cumuls et s'est illustré dans la présidence du tunnel du mont-blanc, truffe renommée de la « République Fromagère » et célèbre par le désastre dont beaucoup pourraient se souvenir opportunément.

Dès maintenant les journaux disent qu'il se heurte aux élus : « touche pas à mon pote, camarade ».

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimés. A chacun de juger)

DEXIA

Une précision : en ce qui concerne l'affaire JUGLARET, je crois me souvenir que cette affaire avait lieu à quelques mois du passage du Crédit Local de France à DEXIA. Daniel JUGLARET s'est fait piéger, mais je n'irais pas jurer que le monopole public de financement via le CLdF était toujours en place. Bourg Saint Maurice était (et reste) très endettée et le co-financement par le Conseil Général incontournable.

L'endettement des municipalités permettait aux conseils généraux et au Crédit Local de France de tenir les maires et les municipalités. Des équipements rendus obligatoires par les réglementations plaçaient périodiquement de nombreuses municipalités dans une négociation en position d'infériorité.

Un exemple que je connais bien est celui de la commune de Bourg Saint Maurice, où se trouve la station des Arcs.

Le maire Daniel JUGALRET cherchait à conquérir l'autonomie des décisions municipales vis-à-vis des diktat de la SMA dirigée par Roger GODINO financier de Michel ROCARD et ami de Michel BARNIER et de la Compagnie des Alpes, filiale de la CDD, filiale de la CDC, qui finançait la SMA depuis le début de la présidence MITTERAND. Ayant obtenu l'accord formel mais oral du conseil général et du crédit local de France, il fut piégé par un retard volontaire dans les écrits accordant les financements nécessaires à un équipement obligatoire. Pour respecter l'obligation d'équipement il fit voter un budget prévoyant des financements qui devaient arriver. Les financements ne vinrent pas et il fut ainsi placé dans une situation de non respect d'une obligation à caractère pénal. Il du démissionner. Alors seulement les financements furent contractualisés par écrit.

La concurrence du financement des municipalités fut donc un énorme progrès pour la démocratie municipale. On peut évidemment se demander quelles relations les réseaux politiques entretenirent-ils avec tel ou tel organisme de financement. On peut légitimement soupçonner une certaine branche de la finance politique de s'être effondrée avec les GSE Fannie Mae et Freddie Mac, et cela ne m'étonne pas que Dexia parte dans la même vague, mais je n'ai pas d'information précise sur leurs éventuels entrelacs.

Cordialement,

Xavier DRIANCOURT

PARACHUTES DORES

**Sarkozy étant un patron de l'État français voyou, doit être mis en examen pour
incompétence et gabegie récurrentes : il doit être dissous**

Christian Pène

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 27 OCTOBRE 2008

LA TRISTE HISTOIRE DE DEXIA

Dexia est cette banque franco-belge qui a connu des pertes abyssales. Elle est le résultat du mariage entre le crédit local de France et le crédit communal de Belgique, deux établissements quasi publics qui avaient pour mission principale de financer les collectivités locales et qui ont gardé la même mission après leur mariage.

Comme tant d'autres, cette société s'est lancée imprudemment dans des spéculations hasardeuses sur des produits compliqués et structurés, ce qui a conduit aux pertes ; les trois gouvernements français, belge et luxembourgeois ont remis de l'argent au pot : on parle de 6,4 milliards d'euros sans savoir si ce sera suffisant et si ce sera perdu ou non. La presse s'est fait l'écho de la démission quasi forcée des dirigeants partis, semble-t-il, sans parachute doré ! Nous écrivons bien « semble-t-il », car nous ne nous inquiétons guère pour leur sort, les hommes publics, comme nous l'avons souvent montré, disposant de parachutes dorés venant de leur statut et dont les gentils électeurs ignorent toujours les détails.

A ce propos, d'ailleurs des renseignements étonnants ont filtré. Antoine Rufenacht, maire du Havre, a décidé de renoncer à ses jetons de présence comme administrateur à savoir 20 000 euros annuels ; pas de nouvelles des autres administrateurs. Un coup d'œil sur internet montre qu'il y a 20 administrateurs dont la plupart sont là sans grande justification apparente ; nous sommes dans le beau monde des prédateurs publics ou para-publics.

La presse a insisté sur le montant des pertes mais ce n'est pas du tout l'essentiel. Par la nature même de l'activité de financement des collectivités locales, les dirigeants ainsi que les prédateurs qui les entouraient ont généré une large part de la ruine de la France et du

peuple français. Il est plus que probable qu'il en est de même en Belgique, mais seul ici le cas de la France nous intéresse.

Il faut, d'abord, pour commencer bien souligner qu'une grande partie de cette paupérisation de la France passe par l'activité fabuleuse, ruineuse et désordonnée des collectivités locales.

La décentralisation présentée abusivement comme devant procurer des économies a, en fait, été le signe d'une formidable explosion des dépenses de ces collectivités locales pas du tout compensée par une diminution des dépenses de l'État. Entre 2004 et 2007, les dépenses des collectivités locales augmentèrent de 40,4 milliards d'euros alors que les dépenses de l'État sur la même période ne diminuèrent que de 17,8 milliards d'euros.

C'est un vrai hold-up qui a été pratiqué sur l'argent public pendant des années pour le plus grand profit des élus de toutes sortes. La défense de ces innombrables élus qui prospèrent en s'enrichissant sur les collectivités locales est d'énoncer que l'État leur a confié des missions sans leur transférer les ressources nécessaires. Cette défense, qui est partiellement vraie, a surtout pour objectif de cacher le formidable enrichissement personnel que ces élus ont réalisé sur le gigantesque butin qui leur était offert. Leur cas est aggravé par l'effet des cumuls : parmi ces élus se retrouvent un grand nombre d'élus nationaux, de ministres, et bien d'autres, ainsi que des « parachutistes » dorés.

Le phénomène est, au reste, très ancien. Frédéric Bastiat écrivait le 5 mars 1848 dans le journal « la république française » : « Tous les journaux, sans exception, s'élèvent contre la curée des places dont l'Hôtel de ville donne le triste spectacle. Cette rapacité effrénée nous indigne et nous dégoûte plus que personne ». Depuis lors, la rapacité effrénée a fait du chemin.

Nous allons citer quelques exemples venant justement des grandes mairies mais les conclusions sont applicables à toutes les collectivités locales quelles qu'elles soient, dans l'immense entrelacs bien connu de ces collectivités locales avec les superpositions et les doubles emplois.

A Versailles, la mairie emploie plus de 1 700 personnes, le chiffre ayant beaucoup augmenté ces dernières années. C'est le plus gros employeur de la ville ce qui est le cas de la plupart des grandes mairies. A Paris, la mairie emploie des dizaines de milliers de personnes. C'est à une véritable destruction d'argent que l'on assiste ainsi partout en France, comme si les billets étaient déchirés. Il est évident que cette destruction d'argent a pour objectif principal l'enrichissement personnel des grands maires, puisqu'ils comptent sur les voix des employés et de leur famille pour leur réélection et le maintien des avantages directs et indirects de leur position. Dans le cas de villes comme Versailles, c'est frappant, d'autant plus qu'un emploi implique en moyenne plus ou moins 5 personnes de l'entourage qui sont intéressées à l'emploi d'un seul. À Paris, tout le monde connaît le véritable scandale des « frais de bouche ». Cela continue, car quiconque connaît les mœurs de la mairie de Paris sait que l'on y fait la fête en permanence : cocktails, réceptions et déjeuners dits de « travail » s'y succèdent sans arrêt à tous les étages.

Evidemment, ces maires ne manqueront pas de dire que l'essentiel de la « rivière argentée » ne va pas aux avantages directs ou indirects dont ils profitent honteusement ainsi que leur entourage. Ils célébreront les piscines, les zéniths, les terrains de sport, les musées, les médiathèques... . Or tous ces investissements seraient bien mieux réalisés et à bien moindre coût si on laissait jouer le marché avec l'intervention des entrepreneurs de piscine ou des entrepreneurs de sport. Devons-nous ajouter que ces mêmes maires, tout en s'enrichissant personnellement de la façon que l'on connaît, se plaignent à juste titre d'être éventuellement responsables d'accidents auxquels ils ne peuvent rien : tant pis pour eux, car s'ils laissaient jouer le marché, ils ne seraient pas du tout responsables.

Tous les comptes se communiquant dans la « République Fromagère », il est certain que les prélèvements abusifs de l'ensemble des collectivités locales sont largement à la source d'un grand nombre des calamités qui frappent le peuple français comme l'écroulement des retraites, la faillite de la sécurité sociale et les délocalisations. Lorsque l'on voit des larmes publiques couler lors de défilés de protestation contre la fermeture d'une usine, l'on voit les élus du coin, que ce soit de la région ou de la commune, écharpe au vent, venir pleurer sur le désastre : or ce sont eux les principaux responsables !

Et Dexia dans tout ça ? Son rôle est immense car, depuis des années, le crédit local de France pousse sans cesse avec allégresse à l'endettement des collectivités. Cette expansion véritablement meurtrière pour l'économie française a reposé sur plusieurs actions.

D'abord les comparaisons. Quand une collectivité compare sa situation à une autre, il est toujours facile pour le démarcheur de Dexia de trouver une autre collectivité plus endettée. La machine s'emballa et tout le monde s'endetta pour des projets inutiles ou même nuisibles. D'ailleurs, depuis cette crise, beaucoup s'inquiètent du risque pour les collectivités de ne plus pouvoir s'endetter : ce pourrait être un bien, mais nul doute que la machine va se remettre en route et que le pouvoir agira dans ce sens.

Un autre argument sert à rassurer les financiers. Le risque apparaît nul puisque ces collectivités disposent de la force publique pour obtenir de l'argent en ruinant leurs population par les impôts. Certes les préfets ou d'autres sont censés exercer une surveillance et, en plus, il y a de temps à autre une collectivité épinglée dans le rapport de la Cour des Comptes pour l'exagération de ses dettes. En fait, le contrôle officiel est extrêmement faible, d'autant plus que la « corruption démocratique » est toujours là pour faire passer tel projet qu'un ministre veut absolument pour favoriser « sa » région ou « sa » ville.

Se sont ajoutées aussi les techniques financières pour améliorer les possibilités d'emprunt et c'est là que se situent sans doute les produits compliqués ayant conduit aux « ennuis » récents.

C'est pour cela qu'il est légitime d'écrire que Dexia a joué un rôle majeur dans la ruine actuelle de la France avec ses conséquences désastreuses pour tous et, en particulier, pour les plus pauvres.

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il y a des problèmes dans la diffusion des flashes. Certains destinataires ne les reçoivent pas.

Il est conseillé d'indiquer aux personnes qui ne les reçoivent pas de les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

CITATIONS

ADAM SMITH :

« Blessier les intérêts d'une classe de citoyens, quelque légèrement que ce puisse être, sans autre objet que de favoriser ceux de quelqu'autre classe, c'est une chose évidemment contraire à cette justice, à cette égalité de protection que le souverain doit indistinctement à ses sujets de toutes classes »

Et aussi :

« Pour faire que chaque individu se sente parfaitement assuré dans la possession de chacun des droits qui lui appartiennent, non seulement il est nécessaire que le pouvoir judiciaire soit séparé du pouvoir exécutif, mais il faut qu'il en soit rendu aussi indépendant qu'il est possible... Il faut que le paiement régulier de son salaire ne dépende pas de la bonne volonté, ou de l'économie du pouvoir exécutif. »

REVUE DE PRESSE

L'AUGMENTATION DES IMPOTS

Nous attirons l'attention plus loin sur l'idée absolument scandaleuse de la mairie de Paris d'augmenter les impôts locaux de 8 % en 2009. De nouvelles informations nous parviennent par la presse. Les taxes foncières pour les ménages parisiens augmenteraient en fait de 50 % comme l'a calculé le maire du premier arrondissement de Paris. C'est évidemment tout à fait intolérable et cela va encore chasser de Paris un grand nombre de personnes qui ne peuvent pas y loger.

LA PROPAGANDE PAR LES PHOTOS

Tout dans le sarkosysme repose sur la propagande, le seul objectif étant d'assurer la réélection du titulaire pour 2012 et pas du tout évidemment de libérer la France.

Il est amusant de le constater dans le journal officiel de la Sarkozye en majesté à savoir le Figaro et cela s'observe en particulier par le truchement des photos.

Voici les derniers faits apparus dans le Figaro du lundi 20 octobre.

Ce journal a titré : « Sarkozy impose à Bush un sommet mondial de la finance. », l'idée étant de prétendre que le président français dictait sa loi au monde entier.

Le premier acte fut de conseiller au président de prendre à plusieurs reprises des attitudes guerrières ce qui permettait de garnir adroitement l'album.

Le deuxième acte fut dans le triage des photos de justement retenir seulement celles où le « lider maximo » adoptait cette attitude.

En première page du journal, on voit Sarkozy serrant les deux poings devant un Bush interrogatif et un Barroso étonné.

Mais pour être sûr que le bon peuple ait compris il a été prévu une piqûre de rappel dans le Figaro ivoire qui traite de l'économie et de la finance. Dans ce supplément, l'on voit Sarkozy qui pointe le doigt en avant pour montrer le chemin à un Bush qui le suit péniblement.

Cela rappelle étrangement la manipulation des tableaux de David par Bonaparte qui avait introduit sa mère sur le tableau du couronnement alors qu'elle n'y était pas présente.

LES BREVES

LA HAUSSE DES IMPOTS

Il est connu que les collectivités locales, dont principalement les grandes mairies, sont largement à l'origine de la ruine de la France et de tous les maux qui en résultent.

Il est également facile d'observer, qu'après une élection municipale les nouveaux maires s'empressent d'augmenter les impôts. Cela leur permet ensuite d'annoncer avant leur prochaines élections qui n'augmenteront pas les impôts ce qui est un pur mensonge.

C'est ce qui va se passer pour Paris. On annonce déjà une hausse des impôts locaux de 9 %.

L'un des arguments mis en avant est que les taux des quatre taxes locales parisiennes n'ont pas augmenté depuis 2001.

L'on admire la malfaisance de ce raisonnement : il est anormal, pour ces gens, que les impôts locaux n'augmentent pas ; or, au contraire, ils devraient baisser les impôts et rembourser les emprunts, quitte, bien entendu, à tailler dans leurs propres dépenses personnelles.

L'ARMÉE RUSSE EN CRISE

Devant les diverses manifestations d'agitation au niveau du Kremlin, le monde entier s'interroge sur la question de savoir si la Grande Russie est de nouveau revenue sur l'échiquier diplomatique.

Chacun peut évidemment raisonner comme il le veut. Mais il est intéressant d'analyser et de savoir si réellement la Russie a les moyens d'une diplomatie ambitieuse.

Finalement il y a des signaux négatifs dans ce sens.

En effet il existe un gros problème de population pour la Russie, car sa population est plutôt en déclin à cause de nombreux facteurs dont, en particulier, les effets du socialisme et de la paupérisation que les gens ont connue du temps du socialisme. À remarquer qu'elle peine à remplir la Sibérie et qu'elle est exposée à une invasion éventuellement pacifique du monde chinois.

Mais beaucoup d'observateurs également remarquent que l'armée russe est loin d'avoir surmonté la crise terrible telle qu'elle s'est produite après la chute évidemment partielle du communisme. En particulier les bizutages continuent pour le malaise des conscrits. Les observateurs militaires étrangers ont remarqué que dans l'opération de Géorgie, si la Russie a facilement écrasé son petit adversaire, cela s'est fait avec beaucoup de bavures et beaucoup de difficultés. Les troupes étaient très mal renseignées et il fallut rameuter des

unités disparates pour avoir une cohérence sur le terrain. On a noté l'absence d'hélicoptères et l'usage de matériels vieux de 25 ans.

LES AIDES PUBLIQUES

Il existe 6 000 aides publiques aux entreprises venant soit de l'Etat, soit des collectivités locales, soit de l'Europe. Des consultants s'enrichissent pour orienter les entreprises dans ce maquis.

Bien entendu un gouvernement libérateur ne manquerait pas de supprimer un grand nombre de ces aides pour rendre aux entreprises les impôts correspondants non sans avoir mis de côté des sommes pour rembourser l'endettement massif de l'État.

LA PRIME TRANSPORT

M. François Fillon, premier ministre à l'occasion, fait un joli coup de menton et veut rétablir la prime de transport que certains députés de son camp voulaient éventuellement supprimer. Il s'agirait de prévoir la prise en charge obligatoire de 50 % des titres de transport collectif par les entreprises. Bien évidemment, c'est une mesure totalitaire : l'on imagine pas pourquoi les entreprises participeraient aux titres de transport d'autant plus que le pétrole est en train de baisser.

Si réellement la mesure passe, ce sera une nouvelle attaque contre les entreprises qui n'en ont pas besoin.

LE PIRATAGE DU COMPTE DE SARKOZY

Monsieur Sarkozy a un compte à la société générale de Neuilly. Il a été piraté pour de petites sommes par un escroc à l'informatique qui vraisemblablement ne savait pas qu'il s'attaquait au compte du chef de l'État.

Cela conduit à plusieurs réflexions.

Il est plus que probable que courant le monde à la recherche de chimères le président de la république n'a guère de temps pour pointer ses comptes. Comment se fait-il alors qu'il ait remarqué des petits prélèvements conduisant un total de 200 € L'explication est simple. Dans son statut princier, Monsieur Nicolas Sarkozy a tous ses frais payés par la « République Fromagère ». Il en résulte que d'un seul coup d'oeil il a évidemment vu les petits prélèvements.

L'autre anomalie est que normalement il n'aurait pas dû porter plainte ; il lui suffisait de faire téléphoner par un de ses sbires au président de la société générale pour lui dire en rigolant de mettre de l'ordre dans son entreprise.

Pourquoi a-t-il porté plainte ? Bien évidemment parce que tous les jours il faut que l'on parle de Monsieur Sarkozy d'une façon ou d'une autre.

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

L'IDEOLOGIE ULTRA-LIBERALE

Parmi les dégâts collatéraux des désordres financiers, le pire est sans doute le retour en force de l'idéologie socialiste et de l'idolâtrie étatiste. Combien de temps durera cette nouvelle mode, qui oblige tout le monde à avoir plein la bouche du New Deal et de Bretton Woods ? Je n'en sais rien : sans doute le temps que le marché reprenne son cours, s'il n'est pas gravement endommagé par les interventions publiques. Dans l'immédiat, je me fais cependant un devoir de relever les énormités qui circulent ces jours-ci, et de rappeler quelques vérités à ceux qui les professent et les diffusent.

J'ai noté cette semaine l'éditorial de Favilla dans Les Echos de mardi 7 octobre. Je cite :

[...]La bulle idéologique apparaît en pleine lumière, dans toute son ampleur. Cette bulle idéologique, la religion du marché tout-puissant, a de grandes ressemblances avec ce que fut l'idéologie communiste. Elles ont régné sans partage pendant plusieurs décennies : sept pour le communisme, presque quatre pour l'ultralibéralisme]... [Depuis la mise en oeuvre, par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, de la doctrine de Milton Friedman, le rouleau compresseur idéologique libéral a tout balayé sur son passage]... [Et voici que tout à coup, la vérité apparaît. L'autorégulation du marché est un mythe idéologique, le jeu des acteurs économiques affranchis de toute règle ne converge pas mais, au contraire, diverge gravement, aidé en cela par le naufrage éthique de certaines élites financières. Bref, la doctrine friedmanienne est erronée parce que toute mécanique humaine sans contre-pouvoirs ne tend pas vers l'équilibre mais vers la spéculation, c'est-à-dire vers la déraison].

Cette pièce de littérature est assez remarquable. Communisme et Ultra-libéralisme sont mis sur le même plan. L'ultra-libéralisme a triomphé pendant quatre décennies. On n'a plus juré que par le « souverain marché ». Les intérêts des acteurs économiques divergent. Tout cela par la faute de Friedman, Reagan et Thatcher. Dans ces propos, j'identifie ce qui est pur mensonge, ce qui est ignorance, ce qui est erreur, ce qui est injure.

Pur mensonge que d'évoquer un règne de 40 ans d'ultra-libéralisme. D'une part, je ne vois pas quel aura été le Président ou le premier ministre français qui aura mérité de passer pour libéral. Notre pays s'est enfermé dans son étatismes séculaire. Les impôts et les charges n'ont cessé d'augmenter, pour alimenter des dépenses publiques galopantes, la propriété privée a été molestée, la réglementation étouffante, et les syndicats tout puissants. Beaucoup d'observateurs étrangers classent la France comme le dernier pays communiste du monde. D'autre part, les hommes de l'Etat et leur clientèle de coquins et de copains n'ont jamais

cessé, dans le monde entier, de résister à la vague de concurrence née de la mondialisation et qui emportait leur souveraineté comme fêtu de paille ; ils ont tenté de reconstituer des cartels de gouvernants (G7, G8, G4) sans grand succès à ce jour. Enfin, la « crise » financière a été due aux politiques monétaires et bancaires mises en place, aux Etats-Unis comme ailleurs, par les gouvernants successifs et les instances internationales. Passer tout ce qui ne va pas au débit de l'ultra-libéralisme, c'est évidemment facile, mais c'est mensonger.

Totale ignorance de ce qu'est le marché, qui d'après son nom même, est accord, contrat, échange volontaire. Passer un marché, c'est concilier des intérêts apparemment opposés mais qui mettent finalement en œuvre la diversité des talents, des moyens et des goûts. Le marché est pouvoir de choix. Le marché est transformation d'un conflit en harmonie (« catallaxie »). Le marché est un processus de découverte, révélant les préférences de personnes libres à travers les indicateurs des prix et des profits, coordonnant des millions de plans individuels.

Erreur dramatique sur ce qu'est le libéralisme. S'il y a une idéologie libérale (alors qu'il s'agit d'une philosophie de la liberté), elle est très antérieure à Friedman et elle est française aussi bien qu'anglo-saxonne : c'est notamment Jean-Baptiste Say, Benjamin Constant, Alexis de Tocqueville, Frédéric Bastiat, Jacques Maritain, qui ont écrit les plus belles pages de la pensée libérale, des pages qui ont inspiré le monde entier, mais pas souvent leurs compatriotes. Le libéralisme n'est pas une recette d'efficacité économique, c'est une pétition pour la dignité de la personne humaine. Le libéralisme repose sur une certaine manière de voir l'être humain : créatif, désireux d'épanouir sa personnalité et de progresser grâce à ses talents, serviteur, sachant qu'il ne peut exister et se développer qu'au contact des autres, enraciné dans une communauté et à l'écoute des besoins des autres pour satisfaire les siens propres, « imparfait mais perfectible » parce que capable d'erreurs mais aussi doté de raison qui permet de tirer la leçon des erreurs. Je ne vois pas un tel humanisme dans la doctrine marxiste. Le communisme repose sur la haine au lieu de l'harmonie, sur la violence au lieu du contrat, sur la puissance au lieu de la confiance.

Injure grave faite à tous ceux qui ont soutenu la cause de la liberté et cette idée de l'homme et des relations humaines, au péril de leur vie ou de leur carrière. Injure à tous ces peuples tenus en esclavage qui aujourd'hui n'aspirent pas à mettre en place une nouvelle nomenklatura, mais veulent le libre échange et la libre entreprise. Injure à tous ces peuples enfermés dans leur misère par un siècle d'économie dirigée et un demi-siècle de planification, qui voudraient maintenant rejoindre ces économies émergentes qui ont pris le train de la mondialisation et libèrent des millions d'êtres humains de l'incertitude et de la servitude.

Il y a sept ans, j'écrivais dans les colonnes des Echos un article sur Bastiat. Je pourrais suggérer à Favilla de le reproduire aujourd'hui, il n'a rien perdu de son actualité. Mais je sais bien que règne dans ce journal actuellement, comme dans la France entière, un véritable terrorisme intellectuel : tout le monde a le droit de parler de l'ultra-libéralisme, sauf les ultra-libéraux. Dont je suis, et fier de l'être.

Jacques Garello

Le 13 octobre 2008

L'exception helvétique en matière d'intervention publique

- Francis Richard - 16.10.08

Jusqu'au 15 octobre l'Etat nounou n'avait rien fait pour les banques suisses. Elles avaient dû se débrouiller toutes seules. Pour elles pas de sauvetage aux frais du contribuable, du genre prêts, garanties ou entrées dans le capital. C'était l'exception helvétique. Les banques suisses n'avaient rien demandé à l'Etat qui ne leur avait d'ailleurs pas offert sa protection.

L'UBS qui était la plus touchée - et a dû faire des dépréciations d'actifs de 43 milliards de dollars depuis l'été 2007 - a procédé à deux recapitalisations : 13 milliards de francs en février, 16 milliards de francs en mai. Après une perte de 11,5 milliards de francs au 1er trimestre et de 358 millions de francs au 2ème trimestre, l'UBS enregistre un léger bénéfice, de 296 millions de francs, au 3ème. Elle semblait donc s'être recapitalisée à temps, quand il y avait encore des liquidités.

Le 16 octobre au matin une dépêche de l'ATS tombe à 7 heures 50 : "La Confédération décharge le bilan du numéro un bancaire helvétique d'actifs illiquides (sic) pour un montant maximal de 60 milliards de dollars. Ces éléments seront transférés dans une société ad hoc, entièrement contrôlée par la Banque nationale suisse (BNS)."

Il ajoute : "Ce fonds séparé sera financé par l'UBS à hauteur de 6 milliards de dollars et par un prêt octroyé par la BNS de 54 milliards de dollars au maximum". Les 6 milliards lui seront apportés par ailleurs sous forme d'emprunt convertible en actions, la Confédération se retrouvant au bout du compte détenir 9,3 % du capital de l'UBS.

Le Crédit Suisse jusqu'à présent s'est montré en meilleure forme. Il accuse cependant une perte de 1,3 milliard de francs au 3ème trimestre. Il a pourtant attiré 14 milliards de francs dans ses caisses au premier semestre en provenance de l'étranger. Du coup, la semaine dernière le cours de son action a été très chahuté : baisse de plus de 40% en une semaine, plus que compensée les deux premiers jours de cette semaine.

Jusqu'à présent le Crédit Suisse n'avait pas eu besoin de procéder à une augmentation de capital. Il est autorisé maintenant à le faire à hauteur de 10 milliards de francs, ce qui ne présente pour lui aucune difficulté. La différence entre lui et l'UBS est de taille. Le Crédit Suisse ne recevra pas un sou de la Confédération et cette recapitalisation sera effectuée avec des fonds privés.

Jusqu'à aujourd'hui l'ASB (l'Association suisse des banquiers) qui regroupe les 320 banques du pays s'était montrée sereine, de même que l'ABPS (l'Association des banquiers privés suisses) qui est constituée d'un cercle plus fermé de 14 banques parmi ces 320. Pierre

Mirabaud qui est président de la première, et membre de la seconde, déclarait encore le 12 octobre qu'aucune banque suisse n'allait s'écrouler. Il affirmait même que l'UBS et le Crédit Suisse n'étaient pas au cœur du cyclone et n'auraient pas de problème de capitalisation...

La sérénité des banques se retrouvait chez leurs clients. Il n'y avait pas de panique. Certes les deux grandes banques voyaient une partie de leurs clients les désertir pour aller vers les banques cantonales ou vers d'autres banques, mais ces mouvements n' étaient pas massifs. Parmi les banques qui tiraient leurs marrons du feu, il y avait le groupe des Banques Raiffeisen. Ce dernier a gagné quelque 100'000 nouveaux clients depuis le début de l'année, ce qui représente un milliard de francs d'argent frais enregistré tous les mois.

L'afflux d'argent en provenance de l'étranger irrigue toutes les banques suisses. Un employé d'une banque privée genevoise, cité par Le Matin du 13 octobre, déclare : "Tous les jours, nous ouvrons de nouveaux comptes pour des clients étrangers. L'argent afflue de partout." Dans le même article du Matin un gestionnaire de fortune fait cet aveu : "Nous bénéficions actuellement de notre indépendance économique. Nous n'avons de compte à rendre à personne et nous pouvons décider seuls de notre politique financière". Sous-entendu heureusement que nous ne faisons pas partie de l' Union européenne...

FRANCIS RICHARD, correspondant en Suisse de RADIO-SILENCE.ORG, radio libre exclusivement sur Internet.
